

restrictions budgétaires, le Canada demeure en effet l'un des principaux pays donateurs, autant sur le plan de la quantité que de la qualité.

En mars, le Premier ministre a annoncé qu'un projet de loi serait présenté à la Chambre des communes dans le but de radier la dette, évaluée à 182 millions de dollars, que les pays des Antilles membres du Commonwealth ont contractée en vertu du programme d'aide publique au développement. Cela permettra à ces pays de poursuivre leurs programmes d'adaptation structurelle et de réforme économique.

Les événements historiques qui se sont déroulés en Europe de l'Est et le désir de ces pays de mettre en place des institutions démocratiques et d'entreprendre des réformes économiques ont amené le Canada à collaborer à la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui constituera l'un des piliers de la reconstruction européenne maintenant que la guerre froide a pris fin.

La réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement a eu lieu à Montréal du 30 mars au 4 avril 1990. Cette rencontre internationale a permis au Canada de réitérer ses

objectifs, qui sont de favoriser l'adaptation structurelle et le débat sur des questions telles que la lutte contre la pauvreté, l'environnement et la dette.

Dette internationale

Le fardeau de la dette internationale qui pèse sur les pays sous-développés nuit à leur développement économique. Il existe deux moyens éprouvés d'aborder cette question, à savoir la réduction de la dette, dans la mesure où le pays prêteur radie une partie ou la totalité de cette dette, et le rééchelonnement de la dette, accompagné ou non d'un refinancement, par le biais duquel les versements sont réduits et répartis sur une plus longue période. La souplesse de ce dernier mode de remboursement enlève une partie de la pression exercée sur l'emprunteur tout en assurant le créancier qu'il sera remboursé. Le Canada a effectivement accordé son appui à la mise en oeuvre du Plan Brady visant à réduire la dette commerciale du Mexique, du Costa Rica et des Philippines. Le Canada a également continué à rééchelonner de la dette publique des pays ayant fait une demande en ce sens auprès du Club de Paris. Par suite du Sommet